



LREM une rentrée à enjeux

Autonomie, alliance, renouvellement



La victoire à Montpellier d'un socialiste à l'occasion du raz-de-marée écolo, la réélection au premier tour à Béziers de l'extrême droite, l'absence de succès dans des villes de plus de 9 000 habitants, ne sont pas de bons augures pour LREM. Lors du séminaire gouvernemental de mercredi dernier, le président de la République, Emmanuel Macron, a dit attendre de ses ministres « un engagement maximal » à l'occasion des élections régionales de mars prochain. Certains noms sont avancés : Gabriel Attal en Île-de-France, Barbara Pompili en Hauts-de-France, Olivier Véran en Auvergne-Rhône-Alpes ou encore Julien Denormandie en Occitanie. Sur les 13 régions métropolitaines, LREM n'en préside aucune, la droite et le centre en détiennent sept et le PS cinq. 2021 s'annonce comme un tournant pour LREM.

Porté par une mobilisation en dehors des partis traditionnels, le mouvement d'Emmanuel Macron, transformé en parti politique, LREM, peut-il renouer avec les victoires de 2017 (présidentielles et législatives), le succès de 2019 (européennes) après le coup d'arrêt, pour ne pas dire l'humiliation, de 2020 (municipales) ? Beaucoup d'entre eux y croient. « Oui, à condition de retrouver un nouveau souffle ; personnellement, j'y crois, même si l'exercice du gouvernement est toujours un moment difficile qui accentue le côté vertical d'un parti. Après les trois premières années, on a acquis une expérience au gouvernement bien sûr, et en tant que mouvement politique, nous nous réformons en ce sens pour donner des responsabilités aux adhérents et éviter pour les prochaines investitures que la CNI ne soit pas en prise avec le terrain » acquiesce plein d'espoir le responsable du comité

de La Paillade, Mahfoud Benali, n° 5 de la liste LRem aux municipales en mars. Analyse et espoir partagés par Romain Subirats, colistier de Mohed Altrad, Anelka Doulain et Clothilde Ollier en juin dernier, et ancien responsable des JAM : « Elle le peut si son discours clair, franc et sans détour est affirmé et défendu par des visages qui font respirer le mouvement et lui apportent une nouvelle énergie ».

Surmonter l'échec...

La parenthèse des municipales doit vite se refermer. Pour conjurer le sort, Jérôme Toulza, préfet de LRem 34, a accepté la nomination de deux animateurs référents pour la Métropole, Aurélie Armand et Samuel Cohen, tous deux candidats aux municipales avec des listes différentes. La notable dispersion des marcheurs montpelliérains sur de nombreuses listes est la conséquence d'une « investiture très tardive de notre candidat qui n'a pas permis le nécessaire rassemblement ; beaucoup de marcheurs s'étaient déjà investis avec d'autres candidats (Saurel, Altrad, Larue, Delafosse), il aurait fallu investir fin juin 2019 » explique Mahfoud Benali. La lutte des parlementaires, engagés eux-mêmes sur différents candidats, n'a pas dû aider non plus le mouvement à choisir, tout comme son absence de ligne politique claire à l'échelle nationale n'a pas permis de mobiliser au mieux son électorat. « Le flou ne réside pas dans cette volonté de s'adapter aux territoires et de refléter la complexité de notre société » indique Romain Subirats, « mais bien de l'absence de courage politique de responsables et élus locaux et nationaux. Il y en a marre du recyclage de personnes qui ne cherchent qu'à cumuler des mandats. » Décidément désireux de revenir aux promesses initiales du mouvement, « le mouvement doit incarner cette fraîcheur en se renouvelant constamment et en abordant des sujets clivants. Le mouvement doit faire de la politique, au sens noble du terme ». La séquence régionale va-t-elle se reproduire ? Au-delà des questions délicates de casting, l'effet vache qui rit, LRem se heurte à un problème plus structurel, celui de la stratégie. LRem ne préside aucune région. « Il faut rebondir, c'est comme monter à cheval : quand on tombe, on remonte. Les deux élections en même temps seront des élections nationales : le mouvement ne peut pas faire l'impasse, il faut investir au plus vite nos candidats pour partir au combat » milite le marcheur pailladin.

Quelle stratégie ?

Comment faire alors pour éviter une nouvelle humiliation après celle des municipales ? Doit-elle présenter des listes de la majorité présidentielle partout et profiter de la nationalisation des enjeux pour tenter de planter son drapeau LREM sur un ou plusieurs Hôtels de région ? Ou au contraire continuer à banaliser les scrutins locaux, afin d'éviter de se compter partout avant l'échéance présidentielle et se diluer dans des alliances alternatives entre notables PS et LR selon le contexte ? Cette stratégie régionale aura des effets sur les élections départementales. Il paraît difficile d'avoir deux stratégies antagonistes pour les deux scrutins se déroulant le même jour. Responsables nationaux et animateurs locaux partagent les mêmes scénarios. Pour éclairer son choix, la direction de Rem a eu recours à des enquêtes électorales au niveau régional. « Il ne faut jamais fermer la porte à des échanges et à des partenariats, mais le mouvement doit imposer un rapport de force politique et éviter de devenir petit à petit un mouvement annexe des partis mainstream », glisse prudent Romain Subirats. Les alliances avec certains sortants sont régulièrement évoquées dans la presse nationale et régionale : les socialistes Alain Rousset (Nouvelle-Aquitaine) et Marie-Guite Dufay (Bourgogne-Franche-Comté) comme les Républicains Renaud Muselier (Provence-Alpes-Côte d'Azur) et Valérie Pécresse, reviennent régulièrement. « Je suis favorable à l'autonomie avec nos partenaires actuels, comme lors des Européennes avec la liste Renaissance pour le premier tour. Le deuxième tour, pour les régionales, on verra en fonction des candidats macron-compatibles encore présents » confesse Mahfoud Benali. Les tensions nationales entre LRem et le Modem, accusé de récupérer dans son groupe parlementaire les partants d'En marche, tout comme le couac bordelais où le Modem allié à LR face à LRem au 1er tour ont perdu ensemble face à EELV au deuxième tour, démontrent que même chez les centristes, l'union est un combat. Le résultat des

sondages aidera sans doute à poser un rapport de force. C'est avant tout l'étiquette LREM, plus que des candidats possibles, qui a été sondée. « Ça nous a rassurés sur notre poids », confie à l'Opinion un des rares Marcheurs à avoir eu entre les mains ces enquêtes. « On est au-dessus de 10 % ». En dépassant partout le seuil pour se qualifier au second tour, ce qu'elle n'a pas fait à Montpellier, LRem reste une force politique nationale de premier plan, à la différence des partis traditionnels, qui comptent eux plus sur leurs barons locaux, mais qui ne peuvent pas gagner seuls.

Des députés acteurs !

L'appel du président Emmanuel Macron, « pour les régionales, je compte sur des ministres pour s'engager en première ligne. Personne ne manquera à l'appel, car il ne s'agit pas de passer son tour. Les députés devront s'engager également aux cantonales, eux personnellement ou en soutenant dans leur circonscription des élus ou des candidats qui portent nos valeurs » a été entendu en Occitanie. En pleine élection pour la présidence du groupe Lrem, où la régionale de l'étape, Coralie Dubost, a recueilli 26 suffrages (10 %), les différentes options stratégiques ont été évoquées. Entre l'autonomie, les alliances avec LR ou le PS, le nom de Philippe Saurel est même revenu, sans trop d'insistance, dans la bouche de certaines parlementaires qui avaient participé à l'aventure de citoyens du Midi en 2015 (5 %). Difficile d'accorder beaucoup de crédits à cette hypothèse, tant l'ancien maire de Montpellier a mis de la distance avec le parti présidentiel. Il a demandé à « sa » députée, Patricia Mirallès, de quitter le groupe LRem pour pouvoir figurer sur sa liste aux Municipales. Plus prosaïque, le Marcheur Romain Subirats s'interroge sur cette hypothèse, « qui se pose encore la question ? ». L'annonce de la candidature aux départementales du sétois Christophe Euzet, passé de LRem à Agir dans son département d'origine, les Pyrénées-Orientales, ou de Nicolas Demoulin à Montpellier, montrent que les parlementaires ne feront pas l'impasse sur cette double élection. Les noms de Coralie Dubost et de Jean-François Eliaou reviennent régulièrement pour conduire la tête de liste départementale en cas d'autonomie aux régionales. Oubliées les promesses de rupture avec les pratiques passées, le cumul des mandats va-t-il faire son retour en force ? C'est un enjeu des scrutins de 2021 pour le Nouveau Monde.

Henri Viala

mercredi 16 septembre 2020



Commentaires

